ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

FORUM ÉTUDIANT

Première session

28^e législature

PROJET DE LOI N^o 1

LOI SUR LA RECONNAISSANCE DES DIPLÔMES ET DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES AU QUÉBEC

QUÉBEC

NOTES EXPLICATIVES

Le projet de loi a pour objectif de favoriser la reconnaissance des diplômes post-secondaires et des compétences professionnelles des nouveaux arrivants ayant effectué leurs études ou ayant travaillé à l'extérieur du Québec afin d'encourager leur intégration dans le marché du travail québécois.

Ce projet de loi demande au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration de mettre en place un Bureau de la reconnaissance des diplômes post-secondaires et des compétences professionnelles. Ce bureau est chargé de mettre sur pied des comités consultatifs dont le mandat est de déterminer si la formation reçue à l'extérieur du Québec est suffisante et pertinente afin de conseiller le Bureau dans la délivrance de certificats d'équivalence. Le Bureau est aussi responsable de déterminer si le nouvel arrivant doit suivre un test de perfectionnement de la langue française afin d'obtenir une équivalence de diplôme ou de compétence professionnelle.

Ce projet de loi établit que les décisions prises par le Bureau ont préséance sur celles des ordres professionnels et que ces derniers doivent se fier sur les certificats délivrés par le Bureau lorsqu'ils octroient un titre ou un droit de pratique à un professionnel qu'ils encadrent.

Ce projet de loi instaure également une allocation participative aux nouveaux arrivants qui sont en voie de faire reconnaître leur diplôme étranger ou leur compétence professionnelle.

Projet de loi n° 1

LOI SUR LA RECONNAISSANCE DES DIPLÔMES ET DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES AU QUÉBEC

LE FORUM ÉTUDIANT DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

CHAPITRE I DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

1. La présente loi a pour objet de faciliter la reconnaissance d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement situé hors du Québec, ainsi que des compétences professionnelles des nouveaux arrivants.

Elle vise ainsi à faciliter l'intégration dans le marché du travail des nouveaux arrivants par la création du Bureau de la reconnaissance des diplômes et des compétences professionnelles.

« Nouvel arrivant » désigne un ressortissant étranger, au sens de l'article 2 de la Loi sur l'immigration au Québec (chapitre I-0.2.1) ou un citoyen d'une autre province canadienne qui réside au Québec depuis moins de trois ans.

2. Le Bureau est compétent pour analyser et reconnaître les diplômes délivrés hors du Québec et les compétences professionnelles des nouveaux arrivants.

Les ordres professionnels doivent se conformer aux décisions prises par le Bureau concernant la reconnaissance de diplômes et de compétences professionnelles des nouveaux arrivants.

CHAPITRE II LE BUREAU DE LA RECONNAISSANCE DES DIPLÔMES ET DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES

SECTION I CONSTITUTION, MISSION ET FONCTIONNEMENT

3. Est institué au sein du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration le « Bureau de la reconnaissance des diplômes et des compétences professionnelles ».

4. Le Bureau a pour mission d'établir et de mettre en œuvre les conditions et les modalités de reconnaissance des diplômes et des compétences professionnelles des nouveaux arrivants.

À ce titre :

1° il délivre, le cas échéant, des certificats reconnaissant les diplômes et les compétences professionnelles d'une demande à une équivalence dont la profession n'est pas encadrée par un ordre professionnel;

2° il délivre, selon la recommandation d'un comité consultatif, des certificats reconnaissant les diplômes et les compétences professionnelles d'une demande à une équivalence dont la profession est encadrée par un ordre professionnel;

3° il doit promouvoir la poursuite de formation professionnelle continue auprès de toute personne qui a reçu un certificat du Bureau, selon les règles déterminées par les ordres professionnels;

4° il doit instituer des tests de français spécifiques à la profession du nouvel arrivant;

5° il donne son avis au ministre sur toute question relative aux demandes d'équivalence de diplômes ainsi qu'aux compétences professionnelles qui concernent le Bureau.

Dans la présente loi, « Comité consultatif » désigne un comité chargé par le Bureau d'émettre des recommandations sur les dossiers de nouveaux arrivants, tel que prévu par l'article 7 de la présente loi.

5. Le gouvernement doit, par règlement, mettre en place un conseil d'administration pour le Bureau.

La mise en place des membres du conseil d'administration doit être faite par la voie Parlementaire, au deux tiers des députés. Les membres du conseil d'administration sont élus pour une période de trois ans.

6. Toute personne qui détient un diplôme délivré hors du Québec peut soumettre une demande de reconnaissance de diplômes post-secondaires étrangers ou de compétences professionnelles au Bureau.

SECTION II

COMITÉS CONSULTATIFS

7. Le conseil d'administration établit des comités consultatifs pour chaque profession encadrée par un ordre professionnel afin de conseiller le Bureau dans la délivrance de certificats.

Les comités consultatifs ont pour mandat l'évaluation des demandes de toute personne à un certificat d'équivalence délivré par le Bureau dont la profession est encadrée par un ordre professionnel au Québec.

Les membres de chaque comité consultatif sont nommés par le conseil d'administration du Bureau, selon les modalités et les conditions déterminées par le gouvernement. Le nombre de membres de chaque comité est révisé à chaque trois mois en fonction du nombre de demandes.

8. À la suite de l'évaluation du dossier de toute personne, chaque comité consultatif fait les recommandations qu'il juge appropriées au Bureau concernant la reconnaissance des diplômes et des compétences professionnelles.

À ce titre, un comité consultatif peut recommander :

- 1° le refus de la demande d'équivalence;
- 2° la reconnaissance de la demande d'équivalence;
- 3° la reconnaissance de la demande d'équivalence conditionnelle à la réussite d'un ou de plusieurs cours d'équivalence déterminés par le Comité ou d'un cours de perfectionnement de la langue française reconnu par le Bureau.

SECTION III

POUVOIRS

9. Avant l'entrée en vigueur de la présente loi, le gouvernement doit prendre des règlements portant sur :

1° les conditions et les modalités de reconnaissance des diplômes post-secondaires et des compétences professionnelles par le Bureau;

2° les conditions et les modalités relatives à un test de français ainsi qu'à un cours de perfectionnement de la langue française qui sera adapté à chaque domaine d'emploi concerné;

3° les conditions et modalités relatives à la délivrance de certificats pour les domaines d'emploi qui ne sont pas encadrés par un ordre professionnel;

4° les conditions et modalités relatives à la délivrance de certificats pour les domaines d'emploi encadrés par un ordre professionnel;

5° les conditions et modalités relatives aux cours d'équivalence pour les dossiers dont la reconnaissance de diplômes et de compétences professionnelles y est conditionnelle;

6° toutes autres conditions et modalités relatives à la délivrance d'un certificat d'équivalence des compétences professionnelles délivré par le Bureau et qu'il estime nécessaire.

9.1 À partir du moment où le dossier du demandeur est remis, le comité consultatif traitant de la demande dispose d'un délai de trois mois pour rendre sa recommandation au Bureau de la reconnaissance des diplômes post-secondaires et des compétences professionnelles, et ce, pour tous les dossiers.

10. Toute personne dont la demande de reconnaissance de diplômes et de compétences professionnelles a été rejetée peut, dans les 30 jours suivant la réception de la décision, en demander la révision aux conditions désignées à cette fin par le gouvernement.

La décision est sans appel et toute personne visée doit s'y conformer sans délai.

CHAPITRE III

AUTRES MESURES VISANT À FAVORISER L'INTÉGRATION

11. Nul ne peut, par discrimination, refuser l'embauche d'un nouvel arrivant en se basant sur la provenance de son diplôme ou sa compétence professionnelle, pour autant que le diplôme ou la compétence professionnelle ait été formellement reconnu par le Bureau.

12. La présente loi instaure une allocation participative aux nouveaux arrivants inscrits à un cours de perfectionnement de la langue française ou à un cours d'équivalence reconnu par le Bureau.

13. Le ministre octroie l'allocation participative au nouvel arrivant qui a obtenu l'attestation officielle d'un établissement scolaire reconnu par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur stipulant la participation active à un cours d'équivalence ou de perfectionnement de la langue française reconnu par le Bureau.

Le ministre doit déterminer le montant de l'allocation participative en tenant compte des besoins spécifiques de chaque nouvel arrivant.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS FINALES

14. Le ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration est chargé de l'application de la présente loi.

15. Le ministre doit, dans un délai d'un an suivant l'entrée en vigueur de la présente loi et par la suite, tous les deux ans, faire au gouvernement un rapport sur l'application de la présente loi et sur l'opportunité de maintenir ou de modifier ses dispositions.

Ce rapport est déposé dans les 30 jours suivants à l'Assemblée nationale ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise de ses travaux.

16. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret du gouvernement.